

**M. Gustafson:** Rien ne s'est jamais produit à la Chambre qui puisse avoir d'aussi graves conséquences, sans doute, que la mainmise de l'État sur les denrées alimentaires. Au Canada, nous avons toujours tenu la question de la nourriture pour acquise, car nous avons la chance d'avoir une production abondante. Mais s'il est un moyen de réduire cette abondance, c'est bien de confier la direction de notre secteur alimentaire au gouvernement ou à un organisme de l'État, c'est-à-dire une société de la Couronne . . .

**M. Whelan:** Vous voulez parler de l'Alberta, sans doute.

**M. Gustafson:** C'est contre cela que le vérificateur général du Canada a voulu nous prémunir; la création de nouvelles sociétés qui garantiront la mainmise du gouvernement et feront perdre à nos producteurs leur droit de regard.

Je veux qu'on dise de moi que j'ai été un parlementaire qui n'a pas eu peur de proclamer à la Chambre, devant nos vis-à-vis, les députés libéraux et devant l'ensemble des Canadiens, qu'il veut défendre le pouvoir des producteurs contre le gouvernement, contre la mainmise de l'État.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gustafson:** Les lettres que j'ai reçues ne sont pas toutes mentionnées dans la liste. Voici celle de la société Landis Seed of Canada Limited, qui était adressée à «M. Gustafson, député, Chambre des communes»:

Nous vous écrivons pour vous exprimer notre profonde inquiétude devant l'intention qu'a le gouvernement de créer la société Canagrex. Il s'agit, à notre avis, d'une intrusion malvenue du gouvernement canadien dans le secteur privé.

Donc, une autre protestation dans le même sens. Voici maintenant un extrait d'un article paru dans le *Sun* de Toronto:

. . . le projet de loi C-85 est le monstrueux jumeau du Programme énergétique national qui a fait augmenter le prix de l'essence, les taxes et notre dette nationale, mais, cette fois, ce sont nos ressources alimentaires que M. Trudeau entend nationaliser.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gustafson:** Les néo-démocrates poussent des grognements. Fait intéressant, comme dans le cas de la politique nationale de l'énergie, les néo-démocrates ont été les premiers à donner leur appui à cet organisme d'État, cette société de la Couronne qu'on veut inventer afin de mettre la main sur notre secteur alimentaire. C'est une chose que les Canadiens ne devraient pas perdre de vue. En Saskatchewan, on s'inquiète beaucoup des répercussions que les sociétés de la Couronne ont sur l'économie de cette province.

● (1650)

Je m'explique bien pourquoi les néo-démocrates se montrent aussi intéressés. Ils affectionnent le contrôle des sociétés de la Couronne. Ils aiment bien les interventions de l'État, la mainmise du gouvernement sur les entreprises et les initiatives publiques de ce genre. Le Parti conservateur tient à faire valoir publiquement qu'il s'oppose à l'orientation que le ministre de l'agriculture préconise et au recours à la motion de clôture comme moyen de parvenir à ses fins.

Dans une autre lettre où elle condamne le type de mesure prise, l'Association canadienne des producteurs de semences au cours de la réunion qu'elle a tenue à Pointe-au-Pic, au Québec, le 7 juillet 1982 a adopté la résolution suivante:

### *Attribution de temps*

Que l'assemblée générale de l'Association canadienne des producteurs de semences exprime son opposition à la création d'une autre société d'État à vocation commerciale.

Elle s'est montrée indignée, indignée que le ministre établisse, en invoquant la motion de clôture, une autre société d'État à vocation commerciale ou société de la Couronne, si on préfère.

Or, l'essentiel demeure la production de denrées alimentaires. Et les agriculteurs canadiens ont une excellente réputation sur ce chapitre. Une réputation internationale. Mais dès qu'un gouvernement cherche à s'emparer des mécanismes de production à partir de ses officines, l'agriculture bat de l'aile. Le ministre sait bien que d'autres régions du monde comparables à l'Amérique du Nord n'arrivent même pas à nourrir leur population.

L'histoire montre que dès que le gouvernement se mêle de régir la production agricole d'un pays, il la fait décliner à un tel point qu'elle ne suffit plus à pourvoir aux besoins du pays. La preuve en a été faite à maintes reprises. Le ministre fait non de la tête, après avoir invoqué la motion de clôture pour faire adopter le bill sur Canagrex qui va enchaîner les agriculteurs et les rendre improductifs.

Je vois que mon temps de parole est écoulé. Je le regrette car il reste encore beaucoup à dire sur ce sujet. Je tiens à avertir le ministre une fois de plus de ne pas recourir à la motion de clôture pour adopter une mesure dont les agriculteurs canadiens ne veulent pas et je tiens à ce que cet avertissement soit dûment consigné au compte rendu d'aujourd'hui.

**M. Maurice Bossy (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir discuter de cette motion. Je voudrais justifier brièvement l'imposition de la clôture . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Enfin la vérité!

**M. Bossy:** . . . ou de la limitation du débat. L'opposition prétend qu'il s'agit de clôture alors que nous nous limitons, en fait, à limiter la durée du débat. J'y reviendrai.

L'adoption de cet important projet de loi se fait attendre depuis longtemps. Il y a bien des années que nous attendons la création d'un organisme destiné à aider les producteurs agricoles canadiens et à étendre le marché agro-alimentaire pour leurs produits. Le bill C-84 aurait dû être adopté depuis bien longtemps déjà par les deux Chambres. La société Canagrex doit devenir enfin une réalité.

Je me rappelle que c'est au début des années 70 que j'ai entendu parler pour la première fois de la création d'une société fédérale comme Canagrex. Je faisais alors de la culture commerciale. Je voudrais rapporter à la Chambre quelques-uns des propos tenus par l'ex-ministre de l'Agriculture pour qui j'ai le plus grand respect. Lorsqu'il est devenu ministre de l'Agriculture, en 1979, dans l'une de ses premières déclarations à la presse il a affirmé ce qui suit:

Les conservateurs ont promis durant la campagne électorale de tout faire pour étendre les marchés qui s'ouvrent aux produits agricoles canadiens.

Il a ajouté, et je cite:

. . . je veux créer rapidement un office de commercialisation des exportations agricoles, afin de donner suite aux efforts déployés en ce sens par l'ancien ministre, M. Eugene Whelan.